

## LE CALAME

numéro 270 du 12 au 19 février 2000

HEBDOMADAIRE PRIVÉ INDÉPENDANT

### L'étoile le croissant et la bannière

C'est en septembre 1994 que les premières arrestations dans les milieux islamistes auront lieu. (...) Ils furent accusés de complot contre la nation, emprisonnés, "torturés", diront-ils plus tard, avec des aveux télévisés de "repentir", une grande et ignoble première chez nous. Ce fut une énorme mascarade dont nos islamistes sont sortis "sans leurs turbans". Ils ne s'en remirent pas, malgré les tentatives répétées du pouvoir de les faire revivre de leurs cendres. Ils connaîtront en fait plusieurs arrestations et ils furent inquiétés plus d'une fois. Pour que la Mauritanie se mette à l'heure du monde, il faut qu'elle ait ses islamistes à combattre, son danger terroriste à vendre et justifier la place d'observateur qui lui est dévolue par l'Otan dans sa stratégie de "containment du terrorisme islamiste" au sein du monde euro-méditerranéen.

C'est dans le cadre de cette lutte contre le "terrorisme" que l'année dernière après les attentats contre les ambassades US en Afrique orientale imputés

au Saoudien (déchu de sa nationalité) Usama Ben Laden, classé ennemi numéro un des Américains, qu'un coup de pied important a été donné dans la fourmière islamiste. Motif : des écoutes téléphoniques ont permis aux services secrets américains d'établir un lien direct entre des Mauritaniens et Ben Laden. Des cabines téléphoniques furent fermées et une dizaine de personnes présumées coupables, car ayant reçu des coups de fil d'Afghanistan ou du Pakistan, ont été arrêtées. Parmi ces personnes, un certain Ould Waled, dont le nom de guerre est El-Chinguity, marié à une femme d'origine palestinienne, belle-sœur d'un des proches de Ben Laden, toujours selon les sources américaines, lui seul donc aurait été suspecté. Les autres furent relâchés faute de preuve. Ould Waled fut lui aussi libéré et mis sous surveillance. Il a réussi à tromper la vigilance des policiers et à disparaître.

C'est aussi ce lien matrimonial qui poursuit sans doute Mohamedou Ould Sellahi, l'ac-

tuel détenu, dont la femme serait la sœur de celle de El-Chinguity. La "mauritanian connection" qui aurait pu servir de fil conducteur à Ben Laden se limiterait actuellement à cela.

Ould Sellahi est toujours enfermé. Quatre autres islamistes parmi les huit qui étaient appréhendés l'année dernière ont été eux aussi interrogés jeudi puis relâchés faute de preuve.

Le porte-parole du gouvernement mauritanien, le ministre de la communication, Rachid Ould Saleh, qui avait démenti la détention de Ould Sellahi mercredi dernier revient pour la confirmer à la presse le lendemain. L'ambassade US dément l'arrivée en Mauritanie d'enquêteurs du FBI pour interroger Ould Sellahi. Le rapport qui reste jusqu'ici strictement familial entre ces deux Mauritaniens et l'ami de Ben Laden demeure le seul lien existant jusqu'ici entre eux et la "Qaeeda", le réseau de Ben Laden. Un peu trop mince.

Hindou Mint Ainina

# LA TRIBUNE

NOUAKCHOTT

numéro 110 du 17 mars 1999 - hebdomadaire privé indépendant

## AFFAIRES ISLAMISTES : Ben Laden serait-il mauritanien?

**A**près les arrestations d'islamistes organisées en 1994 dans les mosquées et autres mahadras du pays, sanctionnées alors par des aveux télévisés, voilà que depuis la première semaine de ce mois de mars, la police politique procède à l'arrestation de trois personnes soupçonnées être proches du mouvement radical dont le chef présumé serait le milliardaire séoudien Ussama Ben Laden.

Pour l'heure, seules trois personnes sont arrêtées. Le mystère crée autour de cette nouvelle « affaire islamiste » contribue, à sa manière, à brouiller les pistes puisque les noms des personnes arrêtées sont exprès gardés au secret. Certaines sources avancent cependant les noms de Mohamed Lemine Ould Fah, propriétaire de cabine téléphonique, Ahmed Ould Sid'Ahmed, professeur, et Mane Ould Abdel Barka, commerçant au marché central de Nouakchott. Les deux derniers appartenant à l'ONG de bienfaisance Noor qui s'occupe, dans les milieux déshérités de Nouakchott, des orphelins et dont le financier n'est autre que Tarek Ben Laden, l'un des frères de Ussama Ben Laden récemment accusé par les USA comme principal instigateur des attentats organisés en 1998 dans les attentats US au Kenya et en Zambie (sic).

D'autres sources nomment comme arrêtés, Isselmou Ould Mahmoud commerçant au marché de la Capi-

tale, Mohamed El Moustapha Ould Mohamed, gérant de bureau de changes et Mohamed Lemine Ould Fah (encore lui!) propriétaire de cabine téléphonique. Ces trois personnes auraient constitué par le biais de Tarek Ben Laden, un pactole qui leur permettait d'envoyer dans des camps d'entraînement soudanais et afghans des jeunes Mauritanien destinés à la défense des thèses anti-occidentales défendues par le réseau Ben Laden. En échange, les trois personnes verseraient mensuellement aux familles des « volontaires » des sommes variant de 500 à 1000 \$.

Les Mauritanien volontaires seraient chaque fois recrutés pour servir dans les pays du Golfe. C'est lors d'une escale en Éthiopie qu'ils seraient conduits s'il le faut de force par des brigades locales vers le Soudan, le cas contraire dans les rangs des talibans d'Afghanistan.

Certaines personnes recherchées ont pris refuge à l'intérieur même de la ville de Nouakchott, persuadées qu'elles sont que leurs signalisations (sic) ont été déposées dans les postes policiers de sortie de Nouakchott. En outre, s'attendant à des non-lieu de prévenus, elles ont décidé de rester dans l'ombre jusqu'au dénouement de l'affaire. Ainsi, elles ne subiront pas les excès de la police qui a l'habitude de maltraiter les prévenus présentant par la suite ses excuses.



# LA TRIBUNE

NOUAKCHOTT

⇨ Depuis les débuts de la présente semaine, les enquêtes de la police politique sont dirigées vers trois milieux dits islamistes, deux situés à Nouakchott (mosquée du PK 12 et El Mechrou de Teyarett) puis un (sic) localisé à Kiffa. Tous ces sites sont réputés abriter des islamistes de diverses tendances appartenant soit aux «Frères musulmans», soit à la Dawa wa Ittabligh, soit aux «Moudjahidines». Deux opérations seraient simultanément menées par la police, l'une constituant (sic) à introduire des «taupes» dans les milieux islamistes et l'autre sollicitant des éléments des patrouilles nocturnes qui surveilleraient les déplacements de tous les présumés voire de l'ensemble des personnes qui se rendent dans les lieux de prêche.

Contrairement à 1994, les arrestations islamistes n'ont guère intéressé les populations. L'opinion restant à majorité persuadée que ce ne sont là que des actions de sape d'une police en quête du sensationnel. Une police qui a voulu profiter d'une situation donnée – née après la lettre de l'ambassadeur US adressée au ministre de l'Intérieur et qui souligne l'imminence d'un attentat contre l'ambassade américaine à Nouakchott – pour se mettre au-devant de la scène et plaire à l'Occident.

Quoi qu'il en soit, les éléments d'inculpation à la disposition de la police ne constituent pas encore des motifs suffisants d'arrestation de personnes qui seraient proches de Ben Laden sur le sol mauritanien.

Pour l'heure, la DSE (Direction de la Sécurité de l'État, police politique, NDR) ne disposerait que d'un relevé de compte bancaire de l'ONG Noor

présentant des mouvements financiers, de la lettre de l'ambassadeur US, d'un récapitulatif des communications reliant Nouakchott au Pakistan et à Kaboul, relevées d'une cabine téléphonique par les services de l'OPT et d'une liste de personnes qui auraient quitté la Mauritanie pour les Émirats Arabes mais qui ne seraient jamais arrivés à destination.

Quoi qu'il en soit, entre ces différents éléments et l'existence d'un réseau Ben Laden en Mauritanie, la police politique a vite fait de concocter des relations qui l'ont amené (sic) à saisir le tribunal pour l'instruction de l'affaire en justice.

Dans ce cas, comme dans beaucoup de cas précédents, on peut s'attendre au désaveu de la police par le tribunal et la relaxation (sic) des prévenus. Surtout qu'il n'y a encore aucune preuve formelle justifiant l'accusation.

La fameuse anecdote racontée au sujet de notre police trouvera, en la circonstance, toute sa raison d'être. Celle-ci dit : «Un jour, un chat des Nations unies s'égara dans une forêt amazonienne. Toutes les polices du monde furent sollicitées pour le retrouver. À peine les recherches engagées, la police mauritanienne revint au siège des Nations unies traînant un animal. Tous se demandèrent comment une police du tiers-monde comme la Mauritanie est parvenue à réussir là où les polices occidentales ont échoué... Après enquête, on s'aperçut que juste après avoir pénétré dans la forêt, la police mauritanienne s'était emparée du premier lapin qu'elle a cruellement torturé, l'amenant à reconnaître qu'il est un chat !!!»

OEM

# LA TRIBUNE

N O U A K C H O T T

numéro 110 du 17 mars 1999 - hebdomadaire privé indépendant

## Un Maillon du terrorisme international?

Encore une fois notre police nationale fait parler d'elle. Un «exploit» de plus que celui qui consiste à arrêter des prétendus acolytes de Ussama Ben Laden, ce milliardaire séoudien dont la tête a été mise à prix par les Américains. Le Département d'État, le FBI et la CIA, qui a longtemps bénéficié des services de Ben Laden, offrent deux millions de dollars à qui peut fournir des renseignements pouvant aider à la capture du présumé commanditaire des attentats de Nairobi et Dar es Salam. Est-ce pour cela que notre police politique a arrêté trois islamistes qui, selon certaines sources, pourraient avoir été en Afghanistan ces dernières années, et donc il serait probable qu'ils aient approché Ben Laden ? Ce qui est sûr, c'est que ces arrestations sont intervenues au moment où le chargé du bureau Mauritanie au Département d'État était en visite dans notre pays. Il suffit de le savoir pour remettre en cause le bien-fondé des rumeurs qui ont accompagné ces arrestations. Parce que l'Appareil nous a habitués à ce genre de montages qui sont plus destinés à l'opinion extérieure. C'est pourquoi ils restent incompréhensibles à nos yeux.

Chaque fois qu'il y a un blocage sur le plan de nos relations avec le reste du monde, notre système de sécurité s'attaque à une frange du paysage politique. Pour réguler notre politique extérieure – notre diplomatie étant sans inspiration – on se retourne contre nos fils. Qu'on charge de tous les maux et

qu'on traîne dans la boue, devant les tribunaux toujours au garde-à-vous.

L'emprisonnement des Baaths, c'était pour faire oublier notre alignement sur l'Iraq. La chasse contre les islamistes, pour faire accréditer l'idée que nous étions une «nation à risques» donc que le pouvoir en place était un paravent. La purge de la police dans le cadre de «l'affaire de la drogue» pour jouer l'air du temps et s'attirer la sympathie des Américains.

Comme on dit chez nous «nous pouvons mentir en présence des étrangers mais nous savons ce qu'il en est quand nous restons entre nous».

Nous sommes sûrs que si notre police politique pouvait convaincre les Américains que Ben Laden n'est pas Séoudien mais un marabout appartenant à l'ensemble le plus maraboutique de tous, elle l'aurait fait. Et cela nous mettra encore une fois sur la scène mondiale.

Encore une fois nous reflétons une image forcément mauvaise et tout à fait fautive de nous.

À cause de ces «sorties» spectaculaires de la police, nous sommes tantôt un foyer islamiste, tantôt un fief des narco-trafiquants tantôt un pays à haut risque sur le plan du terrorisme international...

C'est le système sécuritaire en place qui ternit l'image du pays. C'est le Système qui doit comparaître devant les tribunaux. Pour le bien du pays. Et du pouvoir.

## Délit de parenté ARRESTATION DE OULD SELLAHI

La police mauritanienne vient d'arrêter de nouveau l'ingénieur en télécommunications Ould Sellahi. Elle lui reprocherait son appartenance à la mouvance de Ben Laden, l'ennemi numéro un des États-Unis soupçonné par le FBI et les services secrets américains d'être le cerveau des attentats du 11 septembre dernier à Washington et New York.

Rappelons que Ould Sellahi

a été extradé l'année dernière de Dakar vers Nouakchott où des agents fédéraux l'ont « cuisiné » pendant quelques jours au sujet des attentats de Nairobi et Dar Es Salam, avant d'être libéré par les autorités mauritaniennes. Aucune charge n'a pu être retenue contre lui à l'époque.

En réalité, on lui reproche ses liens de parenté avec un autre mauritanien, Abou Hafs, soupçonné lui aussi d'être, cette

fois, le bras droit de Ben Laden en Afghanistan.

Les observateurs supposent que l'arrestation ces jours-ci de Ould Sellahi sans motif apparent ne serait pas étrangère à la volonté des autorités mauritaniennes d'avoir, sur leur sol, une ramification du réseau Ben Laden, afin de pouvoir bénéficier des "avantages" de la lutte internationale contre le terrorisme.

## NOUAKCHOTT - INFO

SECONDE ARRESTATION DE OULD SELLAHI

### L'Islamisme violent, un inconnu chez nous

Éditorial

C'est à travers la chaîne arabe «Al Jazeera» que les Mauritaniens ont appris la deuxième arrestation de Mohamedou Ould Sellahi. Ce dernier, ingénieur Télécom de son état, avait été arrêté à l'aéroport de Dakar en janvier 2001 (en fait 2000, NDR), extradé en Mauritanie et gardé à vue un mois durant par les autorités policières du pays. Gardé à vue à l'issue de laquelle il avait été relâché sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui. Depuis lors, Ould Sellahi qui avait longtemps résidé en Allemagne où il a étudié avant d'émigrer au Canada pour des études spécialisées, n'avait pas quitté le pays où il travaille depuis lors, dans une société informatique de la place.

Dans la nuit du 27 au 28 septembre 2001 il a été de nouveau arrêté pour des liens présumés avec les réseaux terroristes, la même accusation qui avait prévalu lors de sa première interpellation et de laquelle il sera très probablement lavé comme pour la première fois.

Les Mauritaniens à priori (sic) n'ont aucun lien avec l'islamisme violent, le leur étant plus axé sur une vision mystique aux accents moralisateurs.

Pour s'en convaincre il suffit d'énumérer la genèse des actes censés être terroristes, nous verrons qu'ils relevaient plus de la dimension personnelle de leurs auteurs que d'une autre approche.

Le premier acte «terroriste» avait eu lieu chez nous en septembre 1993 où un forcené avait blessé des prêtres de l'église de Nouakchott à coups de couteau.

Au mois de novembre 1993, à la maison des jeunes, un second illuminé avait tiré une balle sur une assistance à la maison des jeunes dans une cérémonie officielle. Bilan : un policier blessé.

En août 1996 un policier avait tenté de détourner un vol régulier en provenance de Nouadhibou.

Là c'était l'unique acte de terrorisme compte tenu du danger récurrent qu'il comportait.

Dans ces trois actes qui ne relevaient pas d'actes organisés, aucun lien avec l'islamisme intérieur ou extérieur n'avait été établi, par contre le principal responsable identifié avait été la santé psychique des différents auteurs.

Trois fous sur trois millions d'habitants, c'est une moyenne acceptable.»

Non signé